

Les PME Tunisiennes et le Système Financier : Une Relation à Repenser

Zaineb Ben Ouaghrem

En Tunisie, les petites et moyennes entreprises (PME) ne manquent ni d'idées, ni d'ambition. Elles portent l'innovation, créent de l'emploi et soutiennent l'économie locale. Pourtant, une réalité brutale s'impose : accéder au financement relève souvent d'un privilège plutôt que d'un droit.

L'accès au financement, censé être un levier de croissance, s'est transformé en un parcours du combattant. Entre des taux d'intérêt prohibitifs, des garanties inaccessibles et une préférence des banques pour les grandes entreprises et les acteurs favorisés, les PME tunisiennes se retrouvent dans une situation désavantageuse. Pire encore, l'endettement intérieur de l'État absorbe les liquidités des banques, réduisant davantage les opportunités de crédit pour ces acteurs économiques essentiels.

Cette injustice ne se limite pas aux contraintes bancaires : elle est institutionnalisée. Tandis que certaines entreprises jouissent d'un accès privilégié aux financements grâce à des connexions ou des avantages réglementaires, d'autres se battent pour survivre.

Ce travail propose d'examiner comment ce système inégalitaire freine le développement des PME en Tunisie. Il analysera leur rôle économique, le cadre de financement en place, les obstacles structurels qui les empêchent d'accéder aux ressources financières et les disparités qui creusent l'écart entre les différents acteurs économiques. Enfin, il proposera des solutions pour briser ce cercle vicieux et permettre aux PME de jouer pleinement leur rôle dans la dynamique économique du pays.

Sommaire

I. Introduction de la problématique	3
II. Les Modes de Financement des Entreprises en Tunisie	4
III. Identification des Défis Structurel.....	6
IV. Pourquoi l'Accès aux Financements Est-il Bloqué ?.....	7
V. Les Conséquences du Blocage du Crédit sur la Croissance	9
VI. Réponses inadéquates de l'État ; Limites des Politiques Publiques.....	10
VII. Les PME en Détresse : Inégalité face aux autres Entreprises	11
VIII. Pour favoriser l'inclusion des PME dans le financement.....	13

I. Poids, conjoncture et impact sur les PME :

Introduction de la problématique

Les PME représentent un acteur essentiel de l'économie tunisienne, représentant en moyenne 98% du tissu entrepreneurial du pays. Pourtant, leur rôle crucial est souvent sous-estimé, et leur accès aux financements reste limité. En l'absence d'une définition officielle unique, ces entreprises sont classées différemment selon les acteurs économiques : les banques les définissent principalement par le chiffre d'affaires, tandis que l'Institut National de la Statistique adopte une classification basée sur le nombre d'employés. Ces structures occupent une place clé dans l'économie tunisienne en offrant des opportunités d'emploi à une grande partie de la population. Leur impact dépasse la seule dimension économique, contribuant à la stabilité sociale. Par ailleurs, avec 89 %¹ des PME disposant d'un capital entièrement tunisien, elles incarnent un véritable moteur du développement local et renforcent l'ancrage national de l'économie.

D'un point de vue sectoriel, les PME tunisiennes jouent un rôle diversifié dans l'économie, avec une forte présence dans l'industrie (43,9 %), suivie des services (30 %), du commerce (23,5 %) et, dans une moindre mesure, de l'agriculture et de la pêche (2,6 %)². Cette répartition illustre leur impact sur l'ensemble du tissu socio-économique du pays, en touchant différentes catégories sociales et en répondant aux besoins variés du marché.

Cependant, ces entreprises font face à de nombreux défis. Selon l'étude MIQYES 2024¹, bien que deux tiers des PME aient réalisé des bénéfices en 2023 et que 36,7 % aient investi pour le maintien de leurs activités, moins d'une PME sur cinq a investi dans des activités nouvelles. Ce constat met en évidence un potentiel inexploité, qui pourrait être activé par des politiques incitatives adaptées. Par ailleurs, la complexité administrative demeure un frein majeur, avec 35,7 % des PME la considérant comme un obstacle à leur développement.

Parallèlement, l'accès au financement reste un problème central. En 2023, la croissance des crédits accordés par les banques et institutions financières à l'économie tunisienne a chuté drastiquement, passant de 7,8 % en 2022 à seulement 2,6 %³. Cette tendance s'est poursuivie en 2024, avec un record de financements bancaires captés par l'État, représentant 30,7 % de l'encours total des crédits. Ainsi, la part des crédits alloués à l'économie est tombée à un niveau historiquement bas de 69,3 %, contre près de 90 % il y a dix ans.

Malgré ces obstacles, les PME affichent une volonté d'investissement, ce qui démontre qu'un cadre plus favorable, notamment en matière de financement et de simplification administrative, pourrait leur permettre de jouer pleinement leur rôle dans la relance économique.

¹Forum MIQYES (2024), *Le baromètre de la santé de la PME – 7^e édition*, Programme des Nations Unies pour le Développement.

² Registre National des Entreprises (RNE). (2022). *Données statistiques des entreprises en Tunisie*

³ Banque Centrale de Tunisie, *Rapport Annuel 2023*, 2023.

II. Les Modes de Financement des Entreprises en Tunisie

En Tunisie, les entreprises disposent de plusieurs moyens pour financer leur activité. Selon leur taille, leur secteur et leur maturité, elles peuvent choisir entre des financements internes, en réinvestissant leurs bénéfices, ou externes, en sollicitant des fonds auprès d'acteurs financiers.

Certaines grandes entreprises, disposant d'une trésorerie confortable, préfèrent l'autofinancement. Cette solution leur permet d'éviter l'endettement et de garder une indépendance financière. Mais pour la majorité des PME, qui font face à des contraintes de liquidité, le recours au financement externe est souvent une nécessité plus qu'un choix.

Lorsqu'une entreprise a besoin de fonds supplémentaires, plusieurs options s'offrent à elle :

- Le financement bancaire qui reste la voie privilégiée en Tunisie. Les banques proposent différentes solutions tels que les crédits bancaires, à long terme pour les investissements, et à court ou moyen terme pour l'exploitation, le découvert bancaire pour couvrir des besoins ponctuels de trésorerie et le crédit-bail (leasing) qui est une alternative pratique pour acquérir des équipements ou des locaux sans immobiliser trop de capitaux.
- Le marché financier : Certaines entreprises choisissent de s'introduire en Bourse ou d'émettre des obligations afin d'attirer des investisseurs et diversifier leurs sources de financement.
- Les financements alternatifs : on cite la microfinance qui est accessible aux très petites entreprises avec des prêts pouvant aller jusqu'à 20 000 dinars, les fonds d'investissement, qui misent sur les entreprises à fort potentiel et le crowdfunding, encore émergent en Tunisie.
- Les financements publics et internationaux : institutions comme la BM, la BERD ou la BAD offrent des garanties, des subventions et des lignes de financement pour aider les PME à se développer.

Malgré cette diversité de financements, le système bancaire reste le principal acteur en Tunisie. Cependant, il est aussi souvent perçu comme un frein, notamment par les PME.

Avec 23 banques résidentes, le secteur bancaire tunisien est l'un des plus fragmentés de la région. On pourrait penser que cette fragmentation favorise la concurrence et facilite l'accès au crédit. Pourtant, la réalité est toute autre : plusieurs études montrent que le secteur souffre d'un manque de concurrence réel, ce qui pénalise les entreprises en quête de financement. Il faut mentionner que le nombre élevé de banques par rapport au marché dilue les parts et, par conséquent, dilue la liquidité et limite le financement.

En plus de ces défis structurels, le secteur bancaire traverse une crise de liquidité et peine à attirer de nouveaux dépôts. Avec un ratio de solvabilité global de 14,5%,⁴ le secteur montre une résilience modérée, mais reste sous pression.

III. Fragilité des PME en Tunisie : Identification des Défis Structurel

Une situation financière critique pour les PME tunisiennes

Depuis 2011, les PME tunisiennes font face à un environnement économique de plus en plus hostile. L'instabilité politique, l'endettement excessif de l'État et l'inflation galopante fragilisent leur résilience, tandis que les politiques monétaires restrictives et la raréfaction des matières premières limitent leur accès aux financements et entravent leur production.

Dans ce contexte instable, obtenir un financement est un véritable défi. Selon la Banque Mondiale⁵, en 2020, 44 % des entreprises considéraient le manque de financement comme un obstacle majeur, contre 22 % en 2013. Cette difficulté varie toutefois selon les régions : si certaines entreprises conservent un accès limité aux crédits bancaires, d'autres, notamment dans le sud, en sont quasiment privées, avec 97,2 % des PME du Sud n'ayant aucun accès au crédit.⁶

Face à ces obstacles, de nombreuses entreprises tunisiennes renoncent à solliciter un prêt. Environ 48,6 % des PME s'auto-excluent, préférant éviter un refus ou les exigences strictes du secteur bancaire. Seules 24,8 % des PME continuent de soumettre des demandes, un taux supérieur à celui du Maroc (12 %) et de la Turquie (22,6 %)⁶. Cette réticence illustre un sentiment de résignation : entre taux d'intérêt élevés, garanties inaccessibles et critères stricts, l'accès au financement semble réservé aux entreprises les plus solides.

Accès Bloqué : Une Réalité Confirmée par les Chiffres

Loin d'être un simple ressenti, le blocage du financement des PME est confirmé par des chiffres accablants. Les jeunes entreprises sont les premières victimes de cette exclusion : seules 18,6 % des entreprises de moins de 10 ans parviennent à obtenir un crédit bancaire.⁷

Le critère du chiffre d'affaires s'impose comme l'élément déterminant dans l'octroi de financements, laissant de côté les structures émergentes qui n'ont pas encore eu le temps de se consolider.

Si, en apparence, 63,4 % des demandes de financement sont acceptées, ce taux est en réalité largement gonflé par le leasing, qui affiche un taux d'acceptation de 86,3 %⁸.

⁴ Banque Centrale de Tunisie, *Rapport Annuel 2023*, 2023.

⁵ Banque mondiale. (2023, 8 février). *La Banque mondiale approuve 120 millions de dollars pour soutenir l'accès au financement des PME en Tunisie*

⁶ FTDES, *La problématique du financement de l'économie tunisienne*, par Abdeljelil Bedoui, novembre 2022.

⁷ Forum MIQYES (2024), *Le baromètre de la santé de la PME – 7^e édition*, PNUD.

⁸ Forum MIQYES (2024), *Le baromètre de la santé de la PME – 7^e édition*, PNUD.

Les crédits bancaires, en revanche, restent bien plus difficiles d'accès. En 2021, 60,4 % des PME tunisiennes ne bénéficiaient d'aucune ligne de crédit, un chiffre alarmant comparé à des pays comme la France (37,2 %) ou le Chili (24,8 %)⁹. Le taux de rejet des demandes de crédit en Tunisie atteint 11,1 %, bien supérieur à celui observé au Maroc (6,5 %). Cette exclusion est encore plus marquée selon les disparités régionales : 57,1 % des demandes de crédit sont refusées dans le sud, contre 6,9 % dans le nord et le centre-ouest, et seulement 3,2 % dans le centre-est⁹.

L'Absence de Crédits à Long Terme : Un Frein au Développement

Les PME tunisiennes peinent à accéder aux financements à long terme, freinant leur développement. En effet, 80,9 % des PME jugent ces crédits difficiles à obtenir⁹, soulignant une déconnexion entre leurs besoins en ressources financières stables et les offres des banques.

Les PME ont besoin de financements à long terme pour des projets d'investissement à grande échelle, comme l'acquisition de nouveaux équipements ou l'expansion de leur production. Pourtant, les statistiques montrent qu'une majorité d'entre elles se trouve dans l'incapacité de sécuriser de tels financements, les prêts bancaires à long terme sont souvent refusés, avec un taux de rejet de 41,4 %. Cela souligne l'ampleur du problème, empêchant les ambitions de développement et de croissance.⁸

En Tunisie, les banques privilégient principalement les crédits à court terme, qui représentent 65,5 %⁹ du financement accordé. Ces prêts sont souvent utilisés pour répondre à des besoins de trésorerie immédiats, comme le paiement des salaires ou la gestion des créances à court terme. Cependant, ces financements n'ont aucun impact réel sur la capacité d'investissement des entreprises, qui ont besoin de ressources sur plusieurs années pour prendre des décisions d'investissement à long terme.

Le problème est aggravé par la politique des banques tunisiennes, qui privilégient les profits à court terme, notamment à travers les commissions – leur deuxième source de revenus⁹ – au lieu de soutenir les investissements à long terme. Si cette approche leur assure des profits rapides et prévisibles, elle prive toutefois les PME des financements indispensables à leur expansion.

La situation tunisienne contraste avec celle d'autres pays où les PME bénéficient de conditions de financement plus favorables. En Malaisie, 60 % des PME ont accès à des crédits à long terme, contre seulement 39,4 % en Tunisie, où 60,6 % des PME

⁹ FTDES, *La problématique du financement de l'économie tunisienne*, par Abdeljelil Bedoui, novembre 2022

n'ont aucune ligne de financement bancaire. Ces comparaisons soulignent le retard de la Tunisie en matière de financement à long terme.¹⁰

IV. Pourquoi l'Accès aux Financements Est-il Bloqué ?

1. Les Raisons Fondamentales de la Restriction de Crédit Bancaire

Les banques hésitent à financer les PME en raison de leur manque de transparence financière. Contrairement aux grandes entreprises, elles publient peu d'informations comptables, ce qui rend difficile l'évaluation de leur solvabilité. De plus, les audits nécessaires pour garantir la crédibilité des données sont coûteux et souvent inaccessibles pour les PME, ce qui pousse les banques à exiger des garanties strictes. À cela s'ajoutent la lenteur des procédures judiciaires et un environnement macroéconomique peu favorable, ce qui incite les banques à adopter une politique de crédit plus prudente. Les grandes entreprises, mieux équipées et jugées moins risquées, bénéficient donc de conditions plus avantageuses.

2. Les Facteurs Particuliers Limitant l'Octroi de Crédits en Tunisie

Comportement risquophobe des banques : Un frein supplémentaire

Le comportement risquophobe des banques tunisiennes constitue un autre obstacle majeur à l'accès au financement pour les PME. Les banques privilégient des investissements à faible risque et évitent d'octroyer des crédits à long terme, en raison de la crainte de défaut de paiement, surtout dans un contexte économique incertain. Cette attitude se reflète dans les indicateurs d'efficacité des banques, où la rentabilité est davantage assurée par les marges d'intermédiation et non par les investissements. Cela signifie que les banques préfèrent générer des bénéfices rapides grâce à des services comme les commissions bancaires plutôt que de prendre le risque d'investir dans des prêts à long terme pour les PME.

L'épargne : Un facteur clé de financement

L'épargne joue un rôle clé dans le développement économique en finançant l'investissement, qui est le principal catalyseur de la croissance et de la création d'emplois. Cependant l'épargne en Tunisie a connu une dépréciation significative au cours de la dernière décennie, passant de 21,2 % en 2010 à seulement 4,6 % en 2024¹⁰. Cette baisse rapide de l'épargne est une des causes principales du déficit de financement pour les PME, car moins d'épargne signifie moins de ressources

¹⁰ Institut National de la Statistique

disponibles pour l'investissement. Parallèlement, le taux d'investissement a atteint 15,5 % du PIB, creusant l'écart entre l'épargne et l'investissement à 9,9 % en 2023¹¹.

En Tunisie, 64 % de la population ne dispose pas d'épargne bancaire ou possède une épargne postale faible et irrégulière¹², limitant ainsi la base d'épargne nationale disponible pour soutenir l'investissement. Cette situation résulte de plusieurs facteurs : la stagnation économique, la pression sur les revenus des ménages due à la stagnation des salaires et une inflation élevée qui entraîne une diminution de l'épargne. De plus, la perte de confiance dans le système bancaire incite les Tunisiens à ne pas placer leurs économies, tandis qu'une réorientation excessive vers l'économie informelle

L'endettement intérieur et ses effets sur l'accès au financement

Face à la contrainte d'accès au financement extérieur, la Tunisie a de plus en plus recours à la dette intérieure. En effet, la part de la dette intérieure dans la dette publique totale est passée de 29,7 % en 2019 à 51,7 % en août 2024. Cette tendance oriente une proportion croissante des ressources bancaires vers le financement des besoins du gouvernement, ce qui réduit les liquidités disponibles pour les entreprises, notamment les PME.

Cette situation se traduit par une réduction du crédit à l'économie privée. En effet, au cours des 24 derniers mois, l'exposition des banques au financement public a augmenté de 30 % par an, tandis que les crédits à l'économie ont diminué de 3,8 %. Les banques privilégient de plus en plus les créances sur l'État, qui représentent désormais 25 % de leurs créances totales, contre 14,4 % en 2015. Cette situation limite l'accès des entreprises privées aux financements nécessaires à leur développement, dans un contexte où les banques sont également sollicitées par l'État et les entreprises publiques, comme la Banque Nationale Agricole (BNA), qui a triplé ses crédits à l'Office des Céréales entre 2019 et 2024. Cette concentration des créances sur l'État et les entreprises publiques crée une véritable « concurrence » pour les ressources, freinant ainsi les investissements dans le secteur privé¹³.

Marché financier : une alternative non exploitée :

Le marché financier tunisien reste modeste et inefficace en tant que catalyseur de financement pour les PME. En 2021, la capitalisation boursière représentait seulement 22 % du PIB, bien en dessous des 40 % observés en Europe.

Les obstacles principaux incluent le faible nombre de sociétés cotées et la concentration sectorielle, avec une absence des secteurs clés comme l'énergie, l'agriculture et les PME. L'épargne en actions et obligations reste faible, touchant

¹¹ Banque Centrale de Tunisie, *Rapport Annuel 2023*, 2023.

¹² FTDES, *La problématique du financement de l'économie tunisienne*, par Abdeljelil Bedoui, novembre 2022.

¹³ Banque mondiale. (2024). *Bulletin de Conjoncture Économique – Équité et efficacité du système fiscal tunisien*

seulement 0,6 % de la population. De plus, les coûts et les procédures complexes pour entrer en bourse rendent cette option peu attractive pour les PME ainsi que l'obligation de la publication régulière de rapports financiers et les exigences de transparence rendent la solution de plus en plus couteuse¹⁴

V. Dérives Économiques : Les Conséquences du Blocage du Crédit sur la Croissance

L'essor de l'économie informelle

L'accès restreint au financement pousse de nombreuses PME vers l'économie informelle, qui représente plus de 40 % du PIB, où elles recourent à des alternatives comme le crédit fournisseur ou les prêts entre particuliers, tout en réduisant leurs charges fiscales et administratives.

Le chèque, une alternative risquée au crédit bancaire

En l'absence d'un accès fluide aux financements bancaires, les transactions commerciales en Tunisie reposent largement sur les paiements différés, où le chèque est utilisé comme principal instrument de garantie. Il représente 53,4 % des ventes à crédit et 58,2 % des achats à crédit. Ce système, bien qu'utile à court terme, a engendré un déséquilibre économique, avec plus de 400 000 chèques rejetés en 2022, soit 1,5 % des transactions et 2,4 %¹⁵ de leur valeur. Cela a entraîné des conséquences sociales graves, notamment des emprisonnements pour défaut de paiement. Face à cette crise, l'État a adopté une législation pour encadrer l'usage des chèques sans provision et limiter les impacts négatifs sur l'économie.

Un frein à la croissance du PIB et à l'emploi

Les PME constituent le moteur de l'économie tunisienne, et les restrictions de financement qu'elles rencontrent ont un impact direct sur la croissance économique, le niveau d'emploi et l'équilibre social. En limitant leur développement, ces contraintes freinent la création d'emplois et accentuent la précarité de la classe moyenne, qui représente la colonne vertébrale de la société tunisienne. Un accès plus fluide aux financements permettrait non seulement de dynamiser le tissu entrepreneurial, mais aussi d'améliorer la résilience économique et de stimuler une croissance inclusive.

¹⁴ FTDES, *La problématique du financement de l'économie tunisienne*, par Abdeljelil Bedoui, novembre 2022.

¹⁵ Tunis Afrique Presse (TAP)- 2024

VI. Réponses inadéquates de l'État ; Limites des Politiques Publiques

Une réforme insuffisante des chèques sans provisions

La nouvelle loi interdisant l'usage des chèques comme moyen de paiement différé traite les symptômes sans s'attaquer aux causes du financement difficile des PME. Bien que cette pratique ait ses limites, l'État l'a supprimée sans offrir d'alternative adaptée aux PME, ses principales utilisatrices. Au lieu d'anticiper et d'accompagner la transition avec des solutions adaptées, l'État laisse le marché s'ajuster de manière brutale, avec des conséquences sociales et économiques lourdes. La traite, envisagée comme solution, reste peu accessible en raison de sa lourdeur administrative, de son coût et du temps qu'elle nécessite. L'État aurait dû accompagner cette transition en assouplissant les processus liés à la traite, pour en faire une alternative réelle et fonctionnelle.

Des lignes de financement publiques inefficaces

L'État tunisien tente de soutenir les PME en difficulté via des lignes de crédit publiques et des programmes de soutien, souvent financés par des partenaires internationaux. Cependant, ces initiatives restent inefficaces, alourdis par une gestion bureaucratique. Les représentants des PME dénoncent leur inefficacité et s'interrogent sur l'usage des fonds. Les crédits passent par les banques, qui imposent des conditions strictes, excluant souvent les entreprises en difficulté. Un rapport d'Alqatiba illustre ce paradoxe, en détaillant l'échec des mesures exceptionnelles mises en place pendant la crise du COVID-19. En 2020, sur 1 500 millions de dinars alloués pour faire face à la crise, seules 5 000 entreprises remplissaient les critères, et parmi 12 000 demandes, seulement 2 200 ont été financées, révélant l'écart entre politiques et mise en œuvre.

Une baisse de l'impôt sur les sociétés inefficace

Entre 2013 et 2021, la Tunisie a réduit le taux d'impôt sur les sociétés (IS) de 30 % à 15 %, et puis à 25% en 2025¹⁶, dans le but de stimuler l'investissement, l'exportation et l'emploi. Cependant, une étude de la Banque mondiale¹⁷ révèle que cette réduction n'a pas eu d'impact significatif sur la performance des entreprises. En particulier, l'augmentation de l'IS en 2014 pour les sociétés offshore n'a pas affecté leurs revenus ni leur performance. Les variations de l'IS n'ont globalement pas influencé la croissance des entreprises. Ces résultats montrent que le problème du financement des PME en Tunisie est structurel lié principalement à l'accès limité aux crédits et à la complexité administrative

¹⁶ Ministère des finances

¹⁷ Banque mondiale. (2024). *Bulletin de Conjoncture Économique – Équité et efficacité du système fiscal tunisien*

VII. Les PME en Détresse : Inégalité face aux autres Entreprises

En Tunisie, l'accès au financement reflète une discrimination institutionnalisée, où les grandes entreprises monopolisent le crédit bancaire au détriment des PME. Cette inégalité dépasse les simples critères de risque et s'ancre dans des relations privilégiées entre banques et grandes firmes.

En effet, Les grandes entreprises disposent d'un avantage structurel dans l'accès au crédit, renforcé par des participations croisées et des liens capitalistiques avec les banques. Cette proximité institutionnelle réduit les asymétries d'information à leur profit et consolide une concentration de l'allocation du crédit, au détriment des PME soumises à des conditions plus restrictives.

Les chiffres illustrent cette discrimination : les PME ont 37 % de chances en moins que les grandes entreprises d'obtenir un crédit de moyen ou long terme. Cette inégalité se traduit par un taux de rejet des demandes de crédit de 11,1 % pour les PME contre 6,9 % pour les grandes entreprises. La comparaison avec le Maroc met encore plus en évidence cette discrimination : les PME marocaines essuient un taux de rejet de 6,5 %, tandis que celui des grandes entreprises s'élève à seulement 3,1 %.¹⁸

Les grandes entreprises profitent d'un accès privilégié au crédit et d'un environnement réglementaire favorable, comme des licences et exclusivités, qui les protègent de la concurrence et marginalisent les PME.

Cependant, il existe également une discrimination en faveur des sociétés communautaires. Ces structures, bien que marginales, bénéficient de lignes de financement plus importantes en pourcentage que les PME, ainsi que de conditions plus favorables. Bien que l'impact socio-économique de ces sociétés reste peu documenté et qu'il manque des études d'impact sur leur contribution au PIB et à la création d'emplois, la politique publique semble clairement orientée en leur faveur, au détriment des PME.

¹⁸ FTDES, *La problématique du financement de l'économie tunisienne*, par Abdeljelil Bedoui, novembre 2022.

VIII. Pour favoriser l'inclusion des PME dans le financement

Renforcement de la Gouvernance et de l'Accompagnement à l'Investissement

Pour renforcer l'efficacité des politiques d'incitation à l'investissement, il est essentiel d'instaurer une gouvernance claire et transparente. Un mécanisme d'évaluation post-politique doit permettre d'ajuster les stratégies en fonction des résultats. Des programmes d'accompagnement doivent former les entrepreneurs à la gestion financière et à la structuration de leurs demandes.

Renforcer l'Épargne par l'Inclusion Financière et la Lutte contre l'Économie Informelle

Pour dynamiser l'épargne en Tunisie, l'État doit renforcer l'inclusion financière et réduire l'économie informelle. En 2018, seuls 17 % des Tunisiens utilisaient un moyen de paiement autre que le cash, malgré une bonne couverture en services financiers (91 points d'accès et 38 DAB pour 100 000 adultes). Le problème tient donc moins à l'infrastructure qu'à des facteurs structurels, notamment une faible culture financière et une méfiance envers un secteur bancaire perçu comme coûteux et peu transparent. La digitalisation des paiements reste, elle aussi, freinée par des blocages réglementaires et techniques.

Face à ces défis, il faut rendre les services financiers plus transparents et moins chers pour encourager les dépôts. Il est aussi crucial de faciliter l'ouverture de comptes d'épargne, en allégeant les frais et la fiscalité sur les produits d'épargne. L'épargne peut ainsi devenir un levier de financement pour les entreprises. À titre d'exemple, la Poste tunisienne comptait près de 10 000 MTND d'épargne au 30 novembre 2024. Ce montant pourrait servir à financer les PME, à travers la création d'une banque postale dédiée, offrant des financements accessibles et diversifiant les sources de crédit.

Discipliner le secteur bancaire pour stimuler le financement des PME

Le secteur bancaire en Tunisie génère une part importante de ses bénéfices à travers les frais de services, ce qui limite son engagement dans le financement de l'économie réelle. Pour remédier à cette situation, l'État doit plafonner ces frais afin de contraindre les banques à se tourner vers des activités plus productives, notamment l'octroi de crédits. Cette mesure inciterait les banques à diversifier leurs sources de revenus et à proposer des prêts à long terme, mieux adaptés aux besoins des entreprises.

Par ailleurs, il est essentiel de surtaxer les participations croisées au sein du secteur bancaire. Ce type de participation favorise la concentration du pouvoir et peut limiter l'accès au crédit pour les PME concurrentes. En réduisant ces pratiques, on favoriserait une concurrence plus saine et une meilleure distribution des financements au sein du tissu entrepreneurial.

Promotion du Marché Financier : Un Levier pour l'Investissement et la Croissance

Le développement du marché financier est crucial pour diversifier les sources de financement et stimuler l'investissement. L'État doit utiliser ce marché pour financer ses projets publics, réduisant ainsi sa dépendance aux financements traditionnels. Cette initiative renforcerait la confiance des investisseurs et rendre les opportunités offertes par le marché financier suffisamment intéressantes pour justifier les coûts d'entrée et permettre ainsi aux PME d'accéder plus facilement à des financements pour soutenir leur croissance.

Développement des Mécanismes de Financement Alternatifs

Développer les fonds d'investissement dédiés aux PME, comme le private equity, à travers des incitations fiscales adaptées. Renforcer le financement participatif pour élargir l'accès aux capitaux. Soutenir l'émergence d'un marché fintech inclusif via un cadre réglementaire propice, axé sur l'open banking. Ce dernier permettrait une meilleure circulation des données financières et l'élargissement de l'offre de services, ouvrant ainsi la voie à des alternatives de financement innovantes, en particulier pour les PME fragiles ou en difficulté.

Rééquilibrer les ressources financières en faveur des PME

Pour garantir une allocation équitable des ressources publiques, il est essentiel de réduire l'écart entre le soutien accordé aux sociétés communautaires et celui réservé aux PME, qui représentent plus de 800 000 entreprises. Ces dernières ne bénéficient que de 10 millions de dinars de financement et 20 millions de garantie publique, les mêmes chiffres pour moins de 1 000 sociétés communautaires, qui reçoivent en plus : des subventions mensuelles, exonération fiscale et des taux d'intérêt préférentiel.

Ce déséquilibre risque d'installer un nouveau système rentier fondé sur la forme juridique des entreprises, au détriment de la diversité entrepreneuriale. Il est donc recommandé de réorienter les incitations publiques en fonction de critères de priorité de développement.